

n'user qu'avec une grande modération de la liberté qui nous serait rendue, soit en négociant les conventions nouvelles, soit en plaçant en statu quo la loi législative sur notre régime commercial, nous avons pris notre résolution sous l'empire d'un intérêt public qui ne peut être méconnu.

Veillez donc, monsieur l'ambassadeur, faire connaître au principal secrétaire d'Etat de S. M. Britannique que dans notre pensée les effets du traité du 23 janvier 1860 doivent expirer un an après le jour où vous lui aurez fait connaître nos intentions. Vous voudrez bien nous en informer immédiatement, afin que le fait soit porté, comme il convient, à la connaissance du commerce et de l'industrie.

Je vous prie de lire cette dépêche au principal secrétaire d'Etat de S. M., et, s'il le désire, de lui en laisser copie.

J'espère que la notification qu'elle contient et à laquelle vous donnez, dans la forme, l'authenticité qui sera jugée convenable, sera reçue dans le même esprit que celui qui l'a dictée, et qu'aucune atteinte ne sera portée aux sentiments républicains d'estime et de bienveillance qui subsistent entre les deux nations.

Agréz, etc. Signé : RÉSUSAT.

REVUE DES JOURNAUX

La Gazette de France consacre un long article à l'examen de la politique extérieure. Le statu quo européen lui paraît tout aussi provisoire que le gouvernement de Versailles, et l'alliance de l'Allemagne et de l'Italie, dont il a été tant parlé ces jours-ci, beaucoup moins impossible qu'à certains de ses confrères. Elle n'est point touchée des arguments que fait valoir la feuille radicale contre la possibilité d'une complicité italienne à la politique du prince de Bismarck. La République française parle des sentiments de reconnaissance et de la confraternité révolutionnaire qui lient les deux peuples : France et Italie.

Verba et voces, répond la Gazette de France. Des mots, dirait Hamlet. Si l'Italie s'allie à l'Allemagne, c'est que ses intérêts réels, matériels, l'y poussent, et tous les appels du monde à ses sentiments de gratitude et de loyauté n'y feront rien. L'Italie grandira de tout ce qui nous diminuera, s'enrichira de tout ce qui nous appauvrira, se fortifiera de tout ce qui nous affaiblira. C'est pour cela que, en dehors de toute question religieuse, la politique révolutionnaire et bonapartiste, qui a fait l'Italie et qui la maintient, est une politique antifrançaise.

On devine sans peine la conclusion; elle est tout entière dans les lignes qui précèdent. L'auteur de l'article que nous venons de citer, juge même inutile de la préciser. L'unité italienne, faite par la France, contre ses propres intérêts, élément de désorganisation et d'influence hostile, introduit par nos propres soins dans l'équilibre de nos alliances, doit être combattue, sinon supprimée, étant désormais un fait accompli qu'il faut bien accepter. Or, un seul régime politique peut donner les moyens d'une nouvelle politique étrangère. C'est la morale de la fable.

Le Soir revient sur l'amendement présenté par M. Brisson dans la récente discussion, à la suite de laquelle la Chambre a choisi la Nouvelle-Calédonie pour lieu de déportation. M. Brisson et ses amis, qui ont réuni autour de l'amendement deux cents et quelques voix, avaient demandé le scrutin public. Le Soir voit dans ce fait une manœuvre particulière de l'opinion républicaine radicale.

Nous ne pouvons pas, dit-il, admettre que le scrutin public réclamé par les auteurs de l'amendement ait pu exercer une influence quelconque sur tous les députés qui ont voté la prise en considération. Toutefois, puisque l'occasion s'en présente, nous nous permettons de remarquer que plusieurs fois déjà l'extrême gauche, qui n'a aucune force réelle plus dans l'Assemblée que dans la Chambre, a manifesté l'intention de se donner une apparence en usant de ce procédé, qui a en lui-même quelque chose de comique.

Il est bon que les républicains modérés de la Chambre se tiennent pourvertis. Ils se sont récemment, nous le savons, des radicaux et des jacobins de toute nuance; il ne faut pas qu'ils tombent dans le piège grossier qui leur est tendu. La considération que les uns, la confiance publique, l'espoir que le pays a mis en eux, l'œuvre à laquelle ils travaillent, tout serait perdu, si des adversaires de mauvaise foi, mais habiles, se venaient les représenter comme ennués dans une solidarité étroite, avec les hommes qui ont été, qui sont et qui seront les ennemis les plus redoutables de la France et de la République.

C'est là un avertissement sage et motivé que nous conseillons aux républicains modérés de prendre en considération. Il n'est pas douteux qu'il pousse les monarchistes et pour un grand nombre d'esprits libres de

préjugés, mais amoureux d'ordre et de stabilité en même temps que de liberté, la République se personnifie dans ce petit groupe d'énigmatismes qui prétendent se rattacher en droite ligne aux grandes traditions de 1793, au confinement de si près les satellites de la Commune. Ils parlent, tandis que les autres se taisent, — et entraînent parfois les républicains conservateurs dans des votes où ils ont au préalable engagé le seul principe, qui leur soit commun : celui du gouvernement républicain.

Le Temps émet des réflexions fort justes au sujet du système de déportation que l'Assemblée vient de consacrer par son vote.

Transporter, dit-il, sur cette terre lointaine et délaissée plusieurs milliers de personnes, leur appliquer purement et simplement les règles anciennes de la déportation, les dispenser de travail, assurer leur nourriture et leur entretien aux frais exclusifs de l'Etat, c'est une œuvre ardue et coûteuse; mais on aurait rencontré à la fois moins de difficultés et plus de profit si l'idée de colonisation avait prévalu sur celle de répression et si l'on avait pris le parti de livrer les déportés à eux-mêmes après leur avoir assuré les instruments de travail et les premiers approvisionnements; l'activité individuelle, stimulée par le besoin, entourée par la possession, récompensée par les profits qu'elle assure, récomposée par un sentiment plus relevé de dignité, eût certainement provoqué des efforts et développé des ressources dont on n'obtiendrait jamais l'équivalent par la réglementation la plus prévoyante.

Bien que la colonisation par voie pénale soit aujourd'hui fort discutée, après avoir joué d'une grande faveur autrefois, on ne peut oublier que l'Australie est sortie d'une déportation de convicts.

ECONOMIES

SUR LE BUDGET DE LA GUERRE

Personnel de l'infanterie

Nous avons démontré dans nos précédents articles que la suppression des sapeurs, des tambours et des musiciens permettrait de réaliser, tous les ans, une économie d'un million d'unités sur le budget de la guerre, en même temps qu'on augmenterait notre effectif de combattants d'une dizaine de mille hommes. Nous signalons aujourd'hui les non-valeurs de détail dont les cadres fourmillent, en commentant toujours par l'infanterie.

Le lieutenant-colonel, par exemple, est-il, nous ne dirons pas indispensable, mais seulement utile? Oui, si au moment d'une mobilisation générale des forces de la nation on veut doubler les corps pour former des régiments de marche dont ces officiers supérieurs prendraient alors le commandement; — non, si le chiffre des corps d'infanterie actuellement fixé doit rester le même sur le pied de guerre et sur le pied de paix.

En garnison, le lieutenant-colonel d'un régiment n'est — qu'on nous pardonne cette comparaison vulgaire — qu'une cinquième roue à un carrosse. Le règlement nous dit qu'il est spécialement chargé de l'instruction théorique et pratique dans le corps, c'est fort bien; mais, puisqu'il a le major qui le commande, quand il se trouve isolé de la portion active du régiment, comme le chef de bataillon avec la surveillance de toute la compagnie, il nous paraît que le chef de bataillon de semaine, qui n'a absolument rien à faire, pourrait fort bien en être chargé dans les bataillons de guerre.

Nous apprenons avec plaisir qu'on a récemment supprimé tous les capitaines de tir dans les régiments de ligne et dans les bataillons de chasseurs à pied. C'est une bonne mesure dont l'initiative revient au général de Cissey. Elle nous paraissait commandée par l'évidence. Il est très facile de remplacer dans chaque régiment le capitaine de tir par un officier de compagnie sortant de l'école spéciale militaire. On en désignerait au besoin un par bataillon. Nous espérons bien que le ministre de la guerre ne s'arrêtera pas en si bonne voie, et qu'il ne sera bientôt plus question de cette fameuse école de tir établie dans ces derniers temps au camp de Châlons.

Nous avons été à même d'étudier de près et en détail l'organisation de cette institution, et nous pouvons affirmer qu'elle ne fut jamais qu'un trompe-l'œil, qu'une société d'admiration mutuelle qui regardait sans merci et inutilement l'argent des pauvres combattibles. On dépensait près d'un million tous les ans (car nous n'estimons pas à moins les frais de l'école) pour exercer cent cinquante lieutenants ou sous-lieutenants à faire le creux; c'est cher. — Il est vrai que plusieurs officiers supérieurs profitaient de l'occasion pour s'y créer des positions spéciales et des titres souvent peu justifiés; mais nous croyons que les ressources du budget ne permettent plus toutes ces sinecures, quelque agréables qu'elles soient pour ceux qui les occupent. L'instruction à donner aux hommes sur le tir est fort simple, et les officiers des régiments, surtout ceux qui sortent de l'école spéciale militaire, doivent connaître suf-

fisamment les théories pour bien instruire leur compagnie.

Si nous en avons encore des dépôts, que chaque régiment tienne à sa suite comme un bouquet dans une foule de déplacements. Presque tout le monde demande leur suppression et leur remplacement par des dépôts centraux établis au quartier-général des divisions territoriales, ou même dans chaque chef-lieu de département, sous les ordres des commandements du dépôt de recrutement. Les régiments, mobiliés au premier signal, et dépourvus des soucis, des traces d'une comptabilité poussée aux limites extrêmes de l'absurde, recevraient de ces dépôts tout le personnel et tout le matériel qui leur serait nécessaire.

Notre but n'est point de développer ici une question que nous nous réservons de traiter plus tard avec tout le soin qu'elle comporte. Il nous suffit de signaler, dès à présent, les avantages qu'elle offre au point de vue économique. Les divers projets présentés à ce sujet ne diffèrent que par quelques points de détail; le fond est toujours le même et consiste dans la suppression pure et simple des dépôts isolés de chaque corps.

On conçoit les ravages qu'une mesure aussi radicale ferait dans les rangs des majors, capitaines d'habillement, capitaines-trésoriers, et les belles économies qui en seraient la conséquence. Il y aurait injustice, nous en convenons, d'en réclamer l'exécution immédiate, puisque tout reste encore à débrouiller dans le chaos de notre organisation militaire, et que les dépenses superflues ne font que s'accroître sans augmentation d'effet utile; mais, d'après tout ce que nous venons de dire, nous ne pouvons pas nous empêcher de penser que, malgré toutes les raisons qui semblent en réclamer l'urgence et la nécessité, il y aurait quelques intérêts particuliers à sacrifier, un peu de mal à se donner : on ne s'y résoudra jamais, même au prix des avantages incalculables qu'on en retirerait. Nous sommes ainsi faits, et rien ne changera notre déplorable habitude de subordonner toujours le bien général aux convenances privées.

Encore, si chaque régiment n'avait qu'un seul dépôt, nous pourrions, à la rigueur, les admettre; mais les corps entrant en expédition sont obligés, avant de commencer les opérations, d'organiser à la hâte un deuxième dépôt d'approvisionnement et de réserve, qui prend le nom de *petit dépôt*. Dans les expéditions lointaines, comme au Mexique, par exemple, certains régiments opérant dans le Nord eurent jusqu'à trois de ces dépôts : à Vera-Cruz, à Mexico et à Durango ou à Matatlan, sans parler, bien entendu, du grand dépôt de France. On peut juger de l'effroyable quantité de non-valeurs qu'ils nécessitaient : la moitié au moins des effectifs y passait. En les supprimant en entier, ou du moins en ne maintenant que le strict nécessaire, on eût réalisé, en somme, des économies réelles, positives et d'une valeur considérable.

On s'étonne qu'avec un effectif de près de 130,000 hommes sous les drapeaux, nous n'ayons pas, dès le début de la guerre, réuni plus de 250 à 300,000 combattants; et pourtant le fait est évident de lui-même en tenant compte de toutes ces complications administratives qui absorbent les hommes par milliers et les ressources par millions.

Il y aurait encore fort à dire sur les régiments d'infanterie, et nous pourrions facilement démontrer l'inutilité du porte-drapeau, des adjudants-majors, des capitaines commandant les compagnies, et des chefs des escadrons et du service de semaine qui revient une fois tous les trois ou quatre mois, n'ont pas dix minutes de travail journalier. Ils pourraient donc fort bien remplir, à tour de rôle, les fonctions d'adjudant-major. Un simple lieutenant de compagnie suffirait pour les manœuvres. — Mousserolles.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

D'après le Journal de Roubaix, l'autorité aurait interdit la représentation, sur le théâtre de cette ville, du drame les Misérables de M. Victor Hugo.

Le Progrès du Nord demande, à ce propos, quelle autorité — préfecture, municipalité ou simple police — a pu défendre la représentation d'un drame qui se trouve être plus qu'une série de tableaux, grâce à l'illumination de tout ce qui, dans les Misérables, touche à la politique ou à l'économie sociale.

Sans vouloir être indiscrets plus que de raison, nous partageons la curiosité du Progrès du Nord.

La chambre de commerce de Mulhouse, consultée par le président supérieur sur la question de savoir s'il est opportun que le régime allemand des poids et mesures soit appliqué à l'Alsace-Lorraine, vient de se prononcer pour la négative dans une délibération longuement motivée, et dont le dispositif est ainsi conçu :

« Il est de l'intérêt bien entendu du commerce et du public en général que la législa-

tion ne soit pas appliquée à l'Alsace-Lorraine. »

Il y a aura décidément pas un village, si modeste qu'il soit, de l'Alsace-Lorraine, qui n'ait apporté son offrande à la souscription nationale.

Après les dames de Bouxwiller (Bas-Rhin), dont nous avons mentionné le récent envoi au président de la République, voici aujourd'hui les dames d'Obernai, qui nous envoient une somme de près de 2,000 fr. en espèces, et des engagements pour une valeur de 14,295 francs.

« Notre collecte est bien modeste », disent les dames d'Obernai, dans leur lettre d'envoi au président de la République. Mais ce qu'elles ne disent pas, et qui rehausse encore le prix de leur offrande, c'est que la petite ville d'Obernai fut frappée, en décembre dernier, d'une amende de cent mille francs, parce que la population s'était opposée à l'arrestation d'un notaire français de la localité, lequel devait cette mesure rigoureuse à son refus de recevoir un journal allemand auquel les autorités prussiennes avaient en quelque sorte contraint de s'abonner.

Ajoutons que l'offrande des dames d'Obernai a été suivie de près d'un second envoi de 1,170 fr., par les dames de Wissembourg, qui, au 31 janvier dernier, avaient déjà adressé à M. Thiers la somme de 4,100 francs pour la souscription nationale.

A côté de l'œuvre patriotique des dames d'Alsace-Lorraine, on en commence une autre qui n'est pas moins touchante, celle des jeunes filles.

C'est la petite ville de Sarrebourg (Lorraine) qui vient d'ouvrir cette nouvelle campagne. Les jeunes filles de cette localité viennent de faire parvenir à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, par l'intermédiaire d'un conseiller municipal de Sarrebourg, la somme de dix mille francs, produit d'une quête faite dans leur ville et dans quelques communes voisines.

Ces dix mille francs viennent s'ajouter à un premier envoi adressé, il y a environ deux mois, au président de la République, par les dames de la même ville, pour la libération du territoire français.

Nos correspondances d'Alsace nous informent que le clergé de cette province a été forcé d'offrir le 23 mars, en l'honneur de la fête de l'empereur Guillaume, mais que pas un Alsacien ne s'est montré à l'église pendant la cérémonie.

L'Option pour la Nationalité française

Diverses formules d'option ont été publiées dans le but de renseigner exactement les Alsaciens-Lorrains sur la nature des déclarations qu'ils ont à faire aux autorités françaises ou allemandes, selon la nationalité qu'ils veulent choisir.

Quelques-unes de ces formules ayant soulevé des objections de la part des autorités allemandes, et par conséquent suscité des difficultés contre lesquelles il importait aux Alsaciens-Lorrains de se prémunir, nous croyons utile de faire connaître aux intéressés la formule ci-dessous qui nous est communiquée par l'un de nos abonnés, natif de Sohlstadt, lequel vient d'en faire personnellement usage, et croit pouvoir nous affirmer que cette formule remplit toutes les conditions exigées par les autorités allemandes :

FORMULE DE L'OPTION

Ce jour-là (ici la date), a comparu devant nous, directeur du cercle de M., le canton de cercle de district de la (basse ou haute) Alsace; il a déclaré par écrit, en se rapportant à l'article 2 du traité de paix du 10 mai 1871, vouloir conserver pour lui (ou pour elle) et son fils mineur (ici les nom, prénoms, date et lieu de naissance du mineur) la nationalité française, et, en conséquence, user du droit de transférer librement son domicile en France et de s'y établir.

La présente déclaration est reconnue authentique, avec l'observation que M., ainsi que le membre surnommé de sa famille, ont perdu, à dater du jour de la déclaration, les droits appartenant aux habitants de l'empire allemand.

Fait à le (date).

Le directeur du cercle,

Cette formule doit avoir une double version, en allemand et en français, en regard.

LES ACTES OFFICIELS

Par décret du président de la République, en date du 23 mars, M. de Lajoinerie, ancien préfet, a été nommé préfet du département de la Corrèze, en remplacement de M. Oustry, nommé préfet à Alger.

VI

Le lendemain de ce jour-là, en entrant au cercle, M. de Pardailhan fut accosté par trois mauvais sujets de ses amis qui, comme lui, trouvaient que Paris était la seule ville habitable en tous les temps, et que la Parisienne valait à elle seule toutes les autres femmes du globe. Deux avaient dépassé l'âge des folies et frisaient la quarantaine; c'étaient MM. de Courvay et de Mongey; le troisième, le baron des Perrières, avait vingt-cinq ans, mais en avait, en réalité, un peu plus de trente.

Tous les trois étaient les compagnons habituels de M. de Pardailhan, et partageaient ses goûts pour les femmes pas trop cruelles, les cabinets du Café anglais et les maisons à deux issues. Le dernier surtout, M. le baron des Perrières, était le catin fidèle de son ami, l'imitateur servile de toutes ses actions — avec cette différence toutefois que M. de Pardailhan conservait dans l'orgie un certain décorum, tandis que le baron des Perrières poussait volontiers le débauchage jusqu'à l'ivresse. C'était chez lui une question d'estomac, mais il n'en convenait jamais, et prétendait, pour excuser ses excès, que l'ivresse donnait de l'esprit et faisait paraître les femmes plus attrayantes.

— Arrive donc, Pardailhan, dit M. de Courvay. Voici Mongey et des Perrières qui prétendent t'offrir vu hier aux Variétés, en compagnie d'une personne ravissamment belle. Est-ce vrai?

— Rien n'est plus vrai, messieurs; mais pour arrêter toutes vos suppositions, je pourrais s'égarer, je dois vous dire tout de suite que cette personne ravissamment belle — pour parler comme M. de Courvay — était mademoiselle Osthie de Pardailhan, ma fille.

M. des Perrières prit la parole :

— Pardon, cher comte, j'ignorais que vous eussiez une fille.

— Je désire que vous le sachiez, messieurs;

Par décret du 20 janvier dernier, M. Etmond Victor Lefranc a été nommé chef du cabinet du ministre de l'intérieur; M. Alicot, sous-préfet de l'arrondissement de Bagnères, a été nommé sous-chef.

NOS INFORMATIONS

LA CONVENTION LITTÉRAIRE AVEC LES ÉTATS-UNIS

Nous avons annoncé depuis longtemps que des négociations se poursuivaient entre M. de Rémusat et M. Washburn, ministre des États-Unis à Paris, dans le but d'arriver à une convention littéraire entre les deux pays. Nous sommes heureux de pouvoir annoncer aux auteurs, que la nouvelle intéressée, que ladite convention a été signée et que le traité n'attend plus que la ratification du chef de l'Etat. Les œuvres littéraires étaient, il faut l'avouer, l'objet d'un démarquage éhonté. Maintenant il faudra être beaucoup plus circonspect, et nous connaissons bien des auteurs qui, s'ils persistaient à vouloir décrire les choses du monde moderne, qu'ils ne connaissent pas, devront employer le procédé de Méry voulant dépeindre la Floride — l'invention.

UNE MESSE A L'ÉGLISE SAINT-FERDINAND

Nous avons assisté samedi, dans l'église Saint-Ferdinand, à une messe dite pour le repos de l'âme de la reine Marie-Amélie. Tous les princes d'Orléans étaient là; citons encore parmi les assistants MM. Beulé, Docher, de Fiers, Cuville-Fleury, de Lacombe, plusieurs députés et presque toutes les notabilités du parti orléaniste.

LA REDOUTE DE LA FAISANDERIE

L'ancienne redoute de la Faisanderie, dont on a tant parlé pendant le siège, et qui, depuis l'armistice, avait été complètement désarmée, est aujourd'hui transformée en école de tir. Depuis plusieurs jours, on établit les cibles, et les exercices de tir commenceront définitivement à partir du 1^{er} avril prochain. On devra y faire également des essais d'une nouvelle pièce pouvant lancer des obus ou des boulets pleins. Le nouveau canon, fondé à Ruelle, est depuis avant-hier arrivé à Vincennes.

LA VENTE DU TABAC A FUMER

Depuis l'augmentation du prix du tabac, il semble que consommateurs et débauchés y mettent toute la mauvaise volonté voulue pour empêcher le nouvel impôt de s'acclimater dans nos habitudes. Hier, c'étaient les fumeurs de pipes qui se déclaraient en grève; aujourd'hui, en voici bien d'une autre : les débauchés refusent de livrer au public pour 5 centimes de tabac à fumer! Ceci est au moins étrange, et nous croyons devoir rappeler au public aussi bien qu'aux marchands que l'usage d'autrefois de ne prendre que pour 10 centimes au moins de tabac à fumer ne peut en aucun cas se transformer en règle, et que l'administration, déjà saisie de plusieurs plaintes, lancera une ordonnance en ce sens.

EMPOISONNEMENT DES PÈRES MARISTES

Une tentative criminelle a été commise sur les Pères Maristes, directeurs du collège de Sainte-Marie de la Seyne, près Toulon. Lundi, 18 courant, après leur repas du soir, quelques Pères Maristes se trouvaient indisposés; le lendemain, plusieurs autres furent saisis de violentes douleurs d'entrailles, avec fièvre brûlante.

Le mercredi, quinze d'entre eux étaient au lit, et, à part cinq ou six, tous ceux qui restaient debout avaient grand-peine à se tenir sur leurs jambes.

L'eau qu'on leur avait servie à table le lundi soir était, paraît-il, empoisonnée. Un domestique, nommé Joseph Devener, au service du collège, a été arrêté immédiatement. De graves soupçons pèsent sur lui.

On assure que, prévenu de l'indisposition des Pères, il aurait répondu : « Allez, il y aura beaucoup plus de malades demain! » Une analyse chimique ordonnée par le parquet a fait découvrir, dans la boisson absorbée par les malades et dans les déjections rejetées par eux, la présence d'une substance toxique très violente dans ses effets.

La tentative a été commise contre les directeurs seuls; aucun des 280 élèves de l'établissement n'a été indisposé. Fort heureusement il n'y a pas de malheurs sérieux à déplorer.

LE COURAGE DES ÉGOUTS

Il arrive fréquemment que certaines parties d'égout embranchant sur le grand collecteur se trouvent engorgées. C'est la nuit que se fait l'extraction des immondices qui y sont accumulés. Un égoutier descend dans la galerie et remplit successivement les seaux qu'on lui descend à cet effet. Ce travail n'est

pas sans danger, car, en cas de rupture de la conduite, les eaux se livraient à ce travail dans l'égout qui passe sous la rue de Turbigo. Au bout de quelques minutes, les ouvriers placés à la bouche du regard remontaient leur seau vide et n'entendaient plus de bruit. Ils descendirent et trouvèrent leur malheureux camarade tombé dans la vase et presque complètement asphyxié. On le transporta immédiatement à l'hôpital Saint-Antoine, où on lui administra les soins que réclamait son état.

LES COURSES D'OXFORD ET DE CAMBRIDGE

C'est avant-hier, 23 mars, qu'a eu lieu la course annuelle entre les universités d'Oxford et de Cambridge. Cette course est tout un événement en Angleterre, et ce peuple de sportsmen s'en préoccupe autant que du Derby. La course se fait en voles à huit rameurs, à Putney, petit village situé à l'extrémité ouest de Londres. Les champions descendent la Tamise jusqu'à Kew, quelquefois jusqu'à Richmond.

La course est toujours droite, sans tournants, et se fait avec une rapidité positive et extraordinaire. Les champions sont entraînés pendant quatre mois environ, et font, à Oxford et à Cambridge, des exercices quotidiens. Il ne se passe guère de jours sans que les journaux parlent de leurs progrès. C'est qu'en effet, sur le plus ou moins de vigueur de leurs muscles, les Anglais jouent de grosses sommes considérables. Il se fait tous les ans pour 25 ou 30 millions de paris à Putney.

La course a toujours lieu à dix heures précises. Les coureurs sont suivis d'un *frigate boat* portant le jury et presque tous les membres des deux Champs. C'est une tradition, pour la Chambre des lords surtout, d'assister au grand complet à ces joutes; les premiers d'Angleterre eux-mêmes, les archevêques d'York et de Cantorbéry, ainsi que l'évêque de Londres, prennent place sur le *frigate boat*. Deux ou trois cents embarcations suivent le *frigate boat*, et la flottille se tient à une distance réglementaire de cent yards des coureurs.

Tout ce monde, ainsi que les milliers d'assistants qui stationnent sur les rives de la Tamise, porte les couleurs des deux universités, bleu de ciel et blanc foncé. Les chevaux eux-mêmes ont de s rubans dans la crinière, et on met des rubans aux coarçons des cochers. Constans à ce sujet que le prix minimum d'une mauvaise voiture ce jour-là est de cinq à six livres sterling.

La cause terminée, au milieu de hurrahs frénétiques qui s'entendent jusqu'à un kilomètre, vainqueurs et vaincus oublient leurs rivalités, se serrent les mains et vont banqueter à l'auberge du *Cock-Pheasant*, située sur le bord même de la Tamise. Les triomphateurs et les battus sont invariablement sous la table au dessert.

Le soir, c'est fête dans Londres tout entier; les *beer-houses* et les bars regorgent de monde. L'*Alhambra*, est plein jusqu'au comble d'une foule qui porte les couleurs du vainqueur. On danse à *Argyll-rooms*, à *High-bury-Barn*, partout enfin. Les journaux publient trois éditions; le *Times*, le *Daily Telegraph*, le *Standard*, le *Sporting life* se vendent à cent cinquante mille exemplaires.

En même temps, il y a dans Londres une cinquantaine de suicides : ceux qui ont perdu le matin se tuent la cervelle. C'est du reste un usage si général que l'opinion publique ne s'en préoccupe que bien peu.

INCENDIE

Un violent incendie s'est déclaré ce matin boulevard Mazas, 45, dans un chantier de bois de démolition appartenant au sieur Megret. Le feu a promptement gagné le chantier voisin. La chaleur était telle qu'elle menaçait d'enflammer les maisons voisines qui comptaient déjà à flamber, et auraient été certainement la proie des flammes sans la promptitude des secours donnés par les pompiers de la caserne de la rue St-Vincent, arrivés les premiers sur les lieux.

A 9 heures 1/2 on était maître du feu. C'est alors qu'est arrivé la pompe à vapeur qui vient toujours trop tard. Nous avons remarqué sur les lieux la présence de M. le préfet de police, accompagné de M. Ansat qui avait tenu à se rendre compte par lui-même de l'étendue du désastre.

Nous n'avons pu connaître le chiffre des dégâts qui bien qu'assez considérables sont largement couverts par une assurance à la compagnie l'Univers.

SUICIDE

Hier à deux heures, au square des Arts-et-Métiers, les gardiens de la paix de service dans la rue ont entendu un coup de feu et ont ramassé près d'un banc un jeune homme mis avec une certaine recherche, qui venait de se tirer un coup de revolver en pleine poitrine. Transporté au bureau du commissaire de police du 3^e arrondissement, il n'a pu prononcer que ces mots : Je me suis tué... et il a expiré sur le champ.

Aucuns papiers n'ont pu établir son identité.

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

DU 26 MARS

LA VIE PARISIENNE

Il se trompait!

— J'espère cependant, ajouta-t-il avec empressement, que tu ne me demanderas pas d'abandonner toutes mes habitudes? à mon âge, ce serait dur.

— Quelles sont donc ces habitudes auxquelles vous tenez?

— Le cercle, d'abord; je ne puis t'y emmener avec moi.

— C'est juste. Après?

— Dîner avec mes amis.

— Ton journal au cercle?

— Oui, répondit en rougissant M. de Pardailhan.

— Sur ce chef, reprit Osthie, j'ai des concessions à vous demander.

— Parle.

— Si vous voulez être bien aimable pour votre fille, vous dînez trois fois par semaine à l'hôtel.

M. de Pardailhan ouvrait la bouche pour présenter des objections.

Sa fille l'arrêta.

— Attendez, continua-t-elle. Je ne vous demande pas un sacrifice aussi complet que vous pourriez le supposer au premier abord. Je conçois que dîner tête à tête avec une petite fille comme moi, n'est pas chose bien récréative — elle sourit malicieusement — mais qui vous empêche d'inviter ces trois jours-là vos amis à dîner à l'hôtel. Votre plaisir serait le même et le mien serait augmenté de votre présence et de celle de vos amis. Ne trouvez-vous pas ici toutes les satisfactions que vous trouvez au cercle? Le fumer, les jeux, le billard?

— Voir la Liberté depuis le 13 mars.

— Tu es bien jeune pour prendre le rôle d'une maîtresse de maison, observa M. de Pardailhan.

— Voulez-vous donc que j'attende pour cela d'avoir trente ans?

— Non, mais ce n'est point dans les usages de notre monde.

— Les usages! les usages! s'écria M^{lle} de Pardailhan, que me font les usages en présence de l'ennui que j'éprouve! C'est convenu, ajouta-t-elle avec une calmerie à laquelle son père ne sut pas résister.

— J'y réfléchirai! dit-il.

— Nous commencerons demain, reprit M^{lle} Osthie; je donnerai mes instructions à miss Cumming; et puis...

— Il y a encore quelque chose?

— Certainement. Et vos soirées, qu'en faites-vous?

LA FAMILLE ROYALE D'ANGLETERRE

LA REINE VICTORIA

Londres, le 15 mars 1874.

Vous m'avez demandé, monsieur, de vous envoyer quelques-unes de mes notes sur l'Angleterre et ses habitants; je le fais d'autant plus volontiers que les jours et les heures de ce pays sont complètement inconnus de nos compatriotes. Ils jugent les Anglais sur ceux qu'ils rencontrent en voyage et en Suisse, et ils s'en font une opinion très erronée; car l'Anglais, comme j'espère vous le montrer, est tout autre que lui qu'il est ailleurs.

A *jove principum*, je vais vous entretenir, si vous le permettez, aujourd'hui, de la reine Victoria, qui porte la couronne d'Angleterre et d'Irlande depuis tantôt trente ans.

C'est une grosse et forte femme à la figure enluminée, aux lèvres épaisses, à l'œil morne et terne. Sa tournure ne manque pas d'une certaine distinction, et il y a dans sa voix une sonorité qui annonce l'habitude du commandement et la puissance de l'autorité. Ses gestes sont ce qu'il y a de mieux dans sa personne, parce que, comme toutes les Anglaises, elle en est très sobre. Il leur manque, cependant, d'être exécutés par des mains plus fines et des doigts plus effilés. Mais vous n'ignorez pas que les attaches délicates sont très rares en Angleterre, et que les pieds et les mains de nos griselettes feraient mourir de jalousie la fine fleur de l'aristocratie anglaise.

La reine Victoria a une toilette peu élégante; presque toujours habillée de noir depuis la mort de son époux, que sa trop grande tendresse a hâtée. Elle affecte les costumes sombres. Sa coiffure est ce qu'il y a de plus disgracieux au monde : c'est le bonnet des veuves anglaises, inventé, sans doute, par des maris jaloux jusqu'après leur mort. Imaginez-vous un bonnet de nuit, tuyaillé, recouvert d'un morceau de laine noire, assez large pour enrouler la tête la plus forte et trop épais pour laisser passer les traits du visage.

Dans les grands jours de réception, qu'on appelle ici les *drawing*, la reine revêt son grand manteau de cour de velours bleu, frangé d'or. Sous cet ornement, elle paraît mieux. Les traits chauds de sa figure sont atténués par les reflets du velours, et pour tout ce qu'il y a de quelques-uns des bijoux de la couronne dans ses cheveux, on peut se faire illusion sur sa personne. Son air ennuyé, ces jours-là, ne l'embellit pas; il est juste de dire que rien n'est plus fatigant pour elle que de recevoir cinq à six cents personnes qui passent au pied de son trône, les hommes en sautoir et les femmes en lui baisant la main.

Le moral est peut-être mieux chez la reine Victoria que le physique; vous allez juger. Elle aime son mari, comme je vous l'ai dit, avec fureur.

Elle lui a donné huit enfants, et il n'a dépendu que de lui et du temps qu'ils n'en eussent davantage. Le prince était sa propriété et son bien, et elle ne souffrait jamais sur ce terrain le moindre brachisme. A ce sujet on m'a conté que le roi-époux avait un jour regardé avec des yeux trop enflammés une jeune personne de la cour, la reine la chassa et fit répandre le bruit qu'elle était grosse. L'accusée, qui appartenait à la meilleure famille d'Angleterre, en conçut un tel chagrin qu'en trois jours elle mourut. Elle obligea les siens à faire ouvrir son corps et à constater médicalement son innocence : ce qui fut fait.

Cette peccadille, qui ne doit pas compter dans la vie d'une reine, est la seule qu'on ait à lui reprocher. Elle en sera excusée, n'est-il pas vrai, monsieur, par toute femme jalouse, qui ne trouvera là qu'une preuve d'excessive tendresse pour son mari.

Il y a tantôt douze ans que ce digne prince, fort regretté de toute l'Angleterre, a fini sa tâche ici-bas, et depuis cette époque pas un jour ne s'est écoulé sans voir les pleurs de sa fidèle compagne. Par ses ordres, Londres et toutes les villes de l'Angleterre se peignent de monuments funéraires à la mémoire du cher défunt, et si l'on juge de la douleur de la reine par l'élégance et la beauté du mausolée qu'elle lui a fait élever à Hyde-Park, tout le monde conviendra qu'elle est immense.

Tout ce qui a appartenu au prince, hommes et bêtes, lui est sacré. Un certain garde-chasse, nommé Brown, qui accompagnait habituellement le prince Albert dans ses ébats cynégétiques, est devenu l'intime confident de la reine. L'accomplissement par lui, avec une telle assiduité, que les mauvaises langues de ce pays-ci n'appellent plus leur souveraine que *miss Brown*, ce qui veut dire en français *Mme Brown*. Elles prétendent que Sa Majesté, qui croit à la météopéorie, est convaincue que l'âme du prince conspire à passer dans le corps de Brown, sans s'occuper de ce qu'il est devenu, dans cette affaire, celle de ce brave garde-chasse. Sur ce point, monsieur, je ne puis vous donner aucun éclaircissement.

Épouse parfaite, comme vous le voyez, la reine Victoria ne passe pas pour avoir été aussi bonne mère. Il est vrai qu'elle a eu les plus grands succès pour élever sa famille. Car de la faculté qu'avaient les rois d'Angleterre comme les rois de France de guérir les écrouelles par leur simple attouchement, il ne reste aux premiers que le pouvoir de les transmettre à leurs descendants. Aussi l'enfance de tous les princes anglais est-elle des plus délicates. La santé du dernier prince d'Allemagne, qui est né le 26 février, est si délicate, qu'elle a été l'objet de la mort. Je n'engagerais même pas grand chose sur le sang qu'elle laisse aux enfants de nos vassaux.

Le prince de Galles et surtout sa jolie femme, dont je vous entretenirai une autre fois, paraissent en termes froids avec leur royale mère, et j'ai ouï dire que la princesse Christiana, sa seconde fille, ne lui a jamais pardonné de l'avoir contrainte d'épouser son vilain prince. Il est Prussien, comme vous le savez, divorcé de sa première femme, qui n'a pu vivre avec lui. Plus laid qu'homme du monde, rien ne pouvait séduire en lui; mais il eut, le fin matois, le bon goût de tant pleurer aux funérailles du prince Albert que la reine, pour l'en récompenser, ne trouva rien de mieux que de lui donner sa fille.

Tout dernièrement, elle vient de marier, contrairement aussi à son goût, la princesse Louise, sa quatrième fille, à l'un de ses sujets, le marquis de Lorne, mais personne ne pourra l'en blâmer. La jeune princesse s'est fait épouser d'un petit clerc d'un (français : petit vicar), mais la reine s'est empressée de détourner le cours de cette passion naissante sur le terrain du jeune marquis.

Comme souveraine constitutionnelle, Sa Majesté Victoria est le type le plus accompli; ses fonctions sont, du reste, fort restreintes. Elle ouvre les Chambres une fois par an, et signe les décrets, peu nombreux d'ailleurs, qui ont besoin de sa signature pour avoir force de loi.

Qu'une crise ministérielle arrive, la reine prend pour premier ministre le chef du parti qui triomphe; celui-ci lui présente ses collègues qu'il choisit et tout est dit. Elle reçoit aussi les ambassadeurs qui viennent lui pré-

senter leurs lettres de créance; mais elle n'est pas chose facile, car il faut savoir où la rencontrer. Un jour elle est au fond de l'Ecosse, le lendemain elle sera à l'île de Wight, et les journaux nous apprendront le dimanche suivant que Sa Majesté a entendu le service divin dans le château de Windsor.

Mme Benoiton en personne! Elle se plaît partout, excepté chez elle; ce qui met en grande colère les boutiquiers de Londres, qui prétendent que son absence continuelle nuit à leur commerce. C'est en Ecosse, au château de Valmorral, où S. M. Victoria demeure le plus longtemps, et les boutiquiers rancuneux prétendent que cette préférence en faveur de l'Ecosse est due au whisky, sorte d'alcool qui se fait dans ce pays, et que la reine aime, dit-on, un peu trop.

Voilà la reine Victoria telle qu'elle est aujourd'hui, monsieur. Ma prochaine lettre vous fera faire connaissance avec ses enfants et ses ministres.

LES CORRESPONDANCES

Lettres de Saint-Petersbourg

16 mars 1874.

Le dix-septième anniversaire de l'avènement de l'empereur a été célébré par un *Te Deum* dans les églises. La réception au palais impérial n'a eu lieu par suite de l'indisposition de l'impératrice. Il y a eu une revue des régiments de la garde sur les places de l'Armateur, du Sénat et du Palais. Ces troupes revenaient d'une marche militaire de plusieurs jours. Les théâtres, les cirques, les ménageries qui couvrent pendant le carême la place de l'Armateur ont été ouverts au public. Le soir, la capitale était illuminée *a giorno*, et il y a eu une représentation de gala qui a commencé par l'hymne national, que le public entendit debout.

Le compte rendu annuel de l'Université impériale de Saint-Petersbourg constate que, pendant l'année 1873, il est entré dans cet établissement 371 étudiants, dont 292 à la Faculté de droit. Au 1^{er} janvier 1874, le nombre des étudiants s'élevait à 1,385, et celui des auditeurs libres à 128, se répartissant ainsi : Faculté d'histoire et de philosophie, 713/2 0/0; Faculté des sciences, 22 1/2 0/0; Faculté de droit, 67 0/0; des langues orientales, 8 0/0. Le nombre d'étudiants sortis l'année dernière avec le diplôme de licencié a été de 178.

On parle fréquemment d'alliance entre la Russie et la Prusse; on se préoccupe même en France de cette prétendue alliance; mais comment concilier ces bruits avec le langage de certains journaux allemands, notamment de la *Gazette d'Amberg*?

Il y a eu récemment dans ce journal une série d'articles dans lesquels, sous le prétexte de décrire un voyage dans les Carpathes, un correspondant de ce journal généralise la Russie et son gouvernement, et finit par proposer le démembrement de la Russie, à qui il veut enlever les provinces baltes, la Pologne et la Lithuanie. Chacun sait que les quatre millions de Ruthènes de la Galicie sont de la même origine que les Russes, professent la même religion, parlent la même langue et se considèrent comme Russes.

Néanmoins, le voyageur dans les Carpathes prétend que les Ruthènes sont hostiles à la Russie. Un autre correspondant, qui écrit à ce journal, de Saint-Petersbourg, publie aussi toutes sortes d'inerties. Un jour, il raconte que l'empereur, en faisant ses acquisitions pour les cadeaux de Noël, avait acheté des marchandises françaises; dans sa dernière lettre, il parlait de l'antipathie de l'empereur pour les Français, et il se complaisait à déduire toutes sortes d'appréciations désagréables qui sont loin d'être vraies.

Dans un autre numéro, ce correspondant attaque violemment les personnes les plus respectables qu'il ne connaît pas, entre autres l'ambassadeur d'Allemagne et lance une terrible philippique contre le directeur général de la Russie et le baron de Vélho; il dit que le baron ne comprend rien à son administration qui est en soi non plus mal organisée. Nous devons à M. de Vélho beaucoup de réformes utiles; le baron se trouve en ce moment à l'étranger pour conclure des conventions postales avec tous les gouvernements et nous en aurons les frais de poste seront considérablement réduits et l'expédition des lettres sera accélérée. Le correspondant dans son ignorance complète de la Russie s'imaginerait qu'il n'y a rien de mieux à faire chez nous qu'à copier les institutions de l'Allemagne, il ne lui vient pas à l'idée que la Russie est de plus de quarante fois plus grande que l'Allemagne, que chez nous les distances sont énormes et que nous manquons d'employés.

Pour vous donner une idée de ce que sont nos provinces dans l'Asie centrale, voici un peu de statistique : Le Turan occupe une superficie de 81,668 milles carrés, avec seulement 6,371,500 habitants; les provinces du Turan se composent des steppes des Kirghizes, d'Orenbourg, de la Sibirie occidentale, de la province du Turkestan. Les pays indépendants : la Boukharie, le Kokan, Kikwa, l'Afghanistan ne comptent ensemble que 32,600 milles carrés, avec 3,400,000 habitants. Dans les trois premières provinces, la population est de 54, 34 et 100 par mille carré, et dans les autres de 100. — M. de BELINA.

ÉDILITÉ

La place de la Bastille. — Voici l'analyse exacte des modifications apportées par le conseil municipal aux alignements de la place de la Bastille.

Le boulevard Beaumarchais conserve son alignement actuel, sauf l'établissement d'un pan coupé de cinq mètres ménagé à l'angle de la petite rue Saint-Antoine. Un pan coupé de même dimension est prescrit au coin du boulevard Richard-Lenoir et de la place dont l'alignement n'est pas changé sur ce point.

L'alignement de la place entre la gare de Vincennes et la rue de Charonne est une ligne droite dont le point de départ est le même que celui déterminé par l'ordonnance de 1836, mais qui se continue de manière à éviter l'angle rentrant prescrit par cette ordonnance.

Enfin, l'alignement de la rue de Charonne serait rectifié aux dépens des numéros pairs depuis la place jusqu'à l'ancienne rue de la Planche. La rectification, en aménageant l'élargissement de la rue de Charonne à son débouché sur la place, présentera un très sérieux avantage au point de vue de la circulation si difficile aujourd'hui dans cette rue très étroite et cependant très fréquentée.

L'alignement de la rue de la Riquette est maintenu tel qu'il est, sauf quelques légères modifications du côté des numéros pairs; au

point de vue de la rue de la Riquette, l'alignement de la voie et de la rue du faubourg Saint-Antoine. A partir du n° 28, l'alignement s'élèvera un fléchissement vers la rue de Lappe pour agrandir le carrefour. Au droit des numéros impairs, la rue serait assésée à un rétrécissement très peu considérable; des pans coupés de cinq mètres seraient également pratiqués aux deux angles du côté de la rue.

ES RAILWAYS SOUTERRAINS

CHEMIN DE FER RELIANT PARIS À LA BANLIEUE

On a vu déjà, en occasion d'entretenir nos lecteurs du projet de chemins souterrains faisant communiquer Paris avec la banlieue. On se souvient que le conseil général de la Seine, dans sa dernière session, avait tiré de son sein une commission chargée d'examiner ce projet. A la suite du rapport d'examen qu'elle présente, la délicate mission d'examiner le mode de réalisation de cette idée fantastique, fut confiée à une société d'étude composée d'ingénieurs et d'architectes. Le travail est aujourd'hui terminé, et M. Le Masson, ingénieur des ponts et chaussées, doit le présenter très prochainement à la discussion du conseil général, qui, comme on sait, vient d'être convoqué spécialement à cet effet.

Construire un nouveau chemin de ceinture central, rattacher à ce chemin les lignes existantes et les principales localités de la banlieue, tel était le problème proposé aux ingénieurs. Voici comment ils l'ont résolu : On a cru qu'il fallait utiliser notre système d'égouts, et l'on a adopté, à cet effet, un chemin en partie souterrain, en partie à ciel ouvert. Quant au mode de traction, les viaducs métalliques et les chemins de fer aériens considérés à la première étude comme irréalisables, ont resté en présence de deux modes de locomotion : le *tramway*, ou chemin à traction de chevaux, qui était l'idée favorite de M. Léon Say, ou bien le *railway*, ou chemin à traction de locomotives. On s'est déterminé pour ce dernier.

Chemin de ceinture central. — De la Madeleine à la Bastille, on suivrait la ligne des grands boulevards; de la Bastille à la Seine; on contournerait le boulevard Bourdon, puis on contournerait la Seine à l'extrémité amont de l'île Saint-Louis, seul point où l'on puisse, de ce côté, entrer en tunnel sur les deux rives sans dépense exorbitante et sans apporter aucune gêne à la circulation. Le tracé longeait alors le boulevard Henri IV (prolongement du boulevard Saint-Germain), et continuerait le boulevard Saint-Germain. Après un parcours à ciel ouvert de 1,400 mètres, on entrerait en tunnel au delà du square de la rue Monge; de la place du Panthéon au boulevard Saint-Michel on suivrait la rue Soufflot.

Pour gagner la gare Montparnasse on traverserait le jardin du Luxembourg, puis l'on s'engagerait sous les rues de Vaugirard et de Rennes. Du boulevard Montparnasse à l'arc de triomphe de l'Étoile, on passerait par les rues de Sévres, le quai de Grenelle; on traverserait la Seine à l'extrémité aval du champ de Mars. Après cette traversée, on parcourrait 1,700 mètres à ciel ouvert, et l'on s'engagerait de nouveau en souterrain sous la place du Trocadéro; on suivrait ensuite l'avenue du Roi-de-Rome. On arriverait enfin à la Madeleine par l'avenue de Friedland et le boulevard Haussmann.

Les deux parties souterraines ont ensemble une longueur de 12,900 mètres. Les parties à ciel ouvert une longueur de 3,100 mètres. Les ponts de l'île Saint-Louis ont 260 mètres de long, celui du Champ de Mars a 200 mètres.

Les parties sur viaducs métalliques ont un développement total de 1,800 mètres. Stations. — Les stations seront échelonnées de distance en distance. On les établirait sur les points ci-après : Madeleine, boulevard des Italiens, boulevard Poissonnière, boulevard Saint-Denis, Châteaud'Eau, Bastille, Halle aux Vins, rue de la Harpe, boulevard Saint-Michel, rue de Vaugirard, boulevard Montparnasse, Invalides, quai de Passy, Trocadéro, l'Étoile, boulevard Haussmann.

L'installation de ces stations ne présenterait pas de grandes difficultés. Dans les parties souterraines les salles d'attente seront placées au rez-de-chaussée des maisons à acquérir. De larges escaliers conduiront les voyageurs sur les trottoirs. Dans les stations importantes, les trottoirs auront 12 mètres 25 de largeur chacun et ils ne laisseront entre eux que l'espace nécessaire pour les deux voies principales. Dans les stations secondaires, on réduira la largeur des trottoirs à 2 mètres 75 pour pouvoir établir une voie de garage.

Pour atténuer les inconvénients des parcours souterrains, on aménagera de distance en distance des parties à ciel ouvert aux deux passages de la Seine, aux Champs-Élysées, au Châteaud'Eau et au Luxembourg.

Embranchements. — De chaque station partent des embranchements qui relient la Ceinture centrale aux gares terminales de toutes les grandes lignes, et à celles du chemin de fer de ceinture extérieure.

Embranchement du boulevard Saint-Denis aux Halles centrales.

Embranchement du boulevard Saint-Denis aux Batignolles (Ouest river droite).

Embranchement du boulevard Saint-Martin à la gare de l'Est par le boulevard de Strasbourg, et de cette dernière à Belleville (Ceinture).

Embranchement du quai Henri IV au boulevard Daumesnil (Vincennes).

Embranchement de l'Arc-de-Triomphe aux Ternes (Ceinture).

Embranchement de la gare de l'Est par le boulevard Magenta au boulevard Hoche-chouart et à Epinay-Ermon (Nord).

Embranchement de la Chapelle à Aubervilliers-Pierrefite (Nord).

Embranchement de la gare de l'Est par le faubourg Saint-Martin à la Villette, et de la Villette à Noisy-le-Sec (Est).

Embranchement de la Halle aux Vins à Choisy-le-Roi (Orléans), et à Villeneuve-Saint-Georges (Lyon).

Embranchement du boulevard Saint-Michel à Clamart, Fontenay-aux-Roses et Vanves (Versailles river gauche).

Embranchement du Trocadéro à Sèvres et Suresnes.

Embranchement de l'Arc-de-Triomphe à Nanterre (Saint-Germain et Puteaux (Versailles river droite)).

Le développement total de ces lignes, y compris les raccordements, est de 110 kilomètres.

Voitures à voyageurs. — Les voitures destinées au transport des voyageurs seront établies suivant le système américain. Elles auront 13 mètres 50 centimètres de longueur, et reposeront sur deux chassis ayant à roues chacun; elles pourront, de cette façon, circu-

ler sans danger sur les courbes les plus roides.

On établira deux classes seulement. Dans les voitures de première classe une seule rangée de 22 sièges sera placée longitudinalement contre chaque paroi; dans celles de deuxième classe, 20 petits bancs à deux places seront placés transversalement de chaque côté du couloir.

De larges issues, ménagées à chaque extrémité, permettront aux voyageurs d'entrer et de sortir très rapidement.

Chaque train de voyageurs se composera d'une voiture de première classe et de trois voitures de deuxième classe, offrant ensemble 281 places. Dans les circonstances exceptionnelles, on pourra former des trains de dix voitures, offrant plus de 700 places.

Le prix des places. — Dans l'évaluation des produits des diverses lignes, on prend pour base les recettes des lignes de banlieue qui aboutissent à la gare Saint-Lazare et à la Bastille.

Dans l'intérieur de Paris, on attribue à chaque ligne la recette de la ligne d'omnibus parallèle la plus rapprochée.

Les gares de marchandises. — On suppléerait aux lenteurs et aux frais du camionnage dans Paris, en établissant des voies pour le service des marchandises. On installerait, à cet effet, deux gares : l'une aux Halles centrales, et l'autre à la Halle aux vins. Une gare centrale serait placée dans les terrains de l'île Louviers, appartenant à la Ville. Cette dernière gare ne recevrait que les marchandises à destination et en provenance de la banlieue.

La carte à payer. — Pour mener à bonne fin cette gigantesque idée, il faut une somme qui eût effrayé jadis; mais maintenant qu'une dure expérience a appris aux contribuables à se familiariser avec les milliards, nous allons nous hasarder à en établir le décompte.

CAPITRES	DÉPENSES	
	par chapitres	par kilom.
Indemnités.....	20,900,000	130,000
Travaux et travaux	10,522,000	850,000
Station.....	11,000,000	100,000
Voie et accessoires.....	15,400,000	140,000
Dépenses diverses.....	1,100,000	10,000
Matériel roulant.....	20,900,000	190,000
Frais généraux.....	6,000,000	60,000
Intérêts.....	14,300,000	130,000
Dépenses imprévues.....	15,878,000	150,800
Totaux.....	109,100,000	1,810,000

Cent quatre-vingt-dix-neuf millions cent mille francs!

Un petit calcul de probabilités très habilement combiné vient fort heureusement mettre un peu de baume sur la plaie, en évaluant, en nombre rond, à 33 millions la recette brute annuelle.

Il y a là, personne ne peut le nier, une idée féconde à exploiter; mais, pour notre part, nous nous arrêtons court devant une simple objection, et nous n'y trouvons pas de réponse : il faut 200 millions. — On donc trouvera-t-on l'argent?

HOMMES ET CHOSES

Simon Meyer, évadé; Vallès, ressuscité! Le mélodrame se joue, l'intérêt se complique, et si les cours restent froids, la curiosité augmentée. Je ne sais plus à quel acte, ni à quel tableau, ni à quel épilogue nous en sommes, et l'on aurait bien dû nous distribuer d'avance le libretto, comme on fait pour la première représentation d'un ballet d'Opéra.

On a dit autrefois que Louis-Philippe avait favorisé l'évasion du prince Louis-Napoléon de la forteresse de Ham; faut-il croire aujourd'hui que M. Barthélemy Saint-Hilaire a enfin réussi à faire évader ce Simon Meyer? On se rappelle les lettres qui avaient été publiées à ce sujet, tandis que ce condamné attendait son jugement; mais, qu'on dise, je ne m'arrêterai pas à cet ordre d'idées!

C'est précisément parce que ce petit scandale avait eu lieu que la surveillance à l'égard de Meyer a dû redoubler. Mais si l'on met en présence le peu de zèle apporté par des balustrades à la garde d'un prisonnier qui ne les intéresse pas plus que les autres, et l'éternelle pensée qui anime l'homme ayant mis dans sa tête un désir d'évasion, les gardiens seront toujours au-dessous.

Ces gens-là, honnêtes gens pour la plupart, ont mille choses qui les détournent d'une surveillance constante : ils sont pères de famille, peu fortunés, envieux de leur besogne qui n'est pas attrayante, on en conviendrait; de sorte que, préoccupés de leur femme, de leurs enfants, d'amasser quelques sous pour leurs vieux jours, sollicités par l'ambition qui mord même le cœur des plus petits, songant à quelque partie de piquet perdue la veille avec un collègue ou avec un ami du dehors, aux douceurs d'un verre d'absinthe, de cassis pris en compagnie, ils oublient volontiers, ne serait-ce qu'une heure, le soin qui leur est confié.

Cette heure suffit au prisonnier, qui l'attend depuis des jours, depuis des mois, et qui a organisé mille plans plus invraisemblables les uns que les autres, et qui, comme celui du général Trochu, ont autant de chances pour aboutir que pour échouer.

Quant à Jules Vallès, si, comme on le dit, il s'était évadé, depuis le 24 mai, aux recherches de la police sous l'habit d'un croque-mort, ce n'est pas trop maladroite. Malgré sa taille, il avait dans le visage assez de lignes lugubres pour autoriser cette métamorphose. Il ne manque pas d'une certaine littérature, et, comme il ne faisait point parler de lui à l'étranger, on n'aurait jamais eu l'idée de chercher un homme, réputé au nombre des morts, dans le personnel de ceux à qui revient le soin de les enterrer.

On a bien raison de dire que c'est toujours à Paris qu'il est le plus facile de se cacher. C'est égal, j'aurais tout de même de la peine à me figurer Vallès tombé combattant, sur une barricade, ce n'était pas dans son tempérament.

Quelle bonne histoire nous arrive de Lyon! et comme ces entrées, commandées par la municipalité pour protéger la poitrine des gardes nationaux, manquaient aux documents pour servir aux réclames de la défense nationale.

Tant d'entrées, 20,000, pour fantaisies, quelle année nous aurions eue là, et comme cela eût bien fait en ligne le petit retour à l'armement des troupes du moyen âge est tout à fait en situation, et je ne doute pas que la Prusse ne s'ache d'admirer la civilité pour les soldats qu'elle prépare sans cesse contre nous.

Cela me fait penser à Sganarelle qui, au moins, déclare s'être habillé d'une cuirasse pour la plaie, et se songe à tuer son ennemi lorsqu'il tourne les talons, ce qui est très sain. Je crois que le Gouvernement ferait très sagement d'étudier cette question de cuirasse pour l'infanterie; d'abord, parce que cela permettrait d'utiliser les 20,000 laissées pour compte à la ville de Lyon, déjà si obérée; ensuite, parce qu'il y aurait économie d'hommes et de tuniques. On n'est pas obligé d'être vêtu par dessous.

Qui sait même si le duc d'Anjou, qui prépare, dit-on, dans le silence du cabinet de ses secrétaires, une charge à fond de train sur notre système d'artillerie, ne va pas réclamer l'adoption d'un modèle nouveau de canons ayant action sur l'infanterie cuirassée.

C'est certainement tout à fait de circonstance, et les bons gardes nationaux commandés de Lyon auront peut-être, sans s'en douter, trouvé le secret des succès de la revanche. Les bataillons commandés de Paris, qui ont été si braves dans leurs forts et derrière les barricades contre leurs frères de l'armée, tandis qu'ils ne se souciaient guère de marcher contre les Prussiens, regretteront toujours de n'avoir pas eu la même idée.

Seulement, pendant qu'on y est, une cuirasse de plus ou de moins ne coûte pas grand chose, et je suis bien sûr que bon nombre d'entre eux, comme eût dû faire Achille, en auraient mis à leurs talons.

Revendiquons, revendiquons, il en restera toujours quelque chose. C'est, à ce qu'il paraît, le mot qui retentit de toutes parts en haut et bas lieu. Les princes d'Orléans réclament les millions qui avaient fait retour à l'Etat, et voici le général Le Flô qui, à son tour, revendique le paiement de sa solde depuis le 2 décembre. A première vue cela n'a l'air de rien; mais ce rappel a des proportions vraiment énormes : il ne s'agit de rien moins que d'une somme de cent cinquante mille francs, si ce n'est plus; le chiffre m'échappe.

Elle bien! à la bonne heure, voilà ce que j'appellerais un *propos charmant*. Nous avons tant d'argent en caisse, les Prussiens sont si peu exigeants, si coulant dans leurs revendications que nous pouvons bien, sur le velours, faire de petites largesses aux affamés.

Tudieu! messieurs, cela ira un train de poste, si l'on ne s'arrête à temps; que dis-je, un train de poste, c'est l'express le plus vertigineux, la malle des Indes dévorant l'espace! Sans compter que MM. d'Orléans, qui viennent d'être réintégrés dans leurs grades, eux aussi vont revendiquer les arriérés de leur solde.

Cela fait bien augurer pour l'avenir, vraiment; et si nous sommes voués à une troisième Restauration, nous en verrons encore de sales. Vous voyez Henri V. présentant, lui aussi, sa petite note revendicatrice; car, à l'exemple de Louis XVIII, il ne manquera pas de dater sa première ordonnance de la quarante-deuxième année de son règne.

Pendant ce temps, M. Thiers fait des observations au syndicat des agents de change sur la tenue des cours. Ah! mais, M. Moreau, vous êtes bien coupable aussi, de laisser ainsi s'égarer l'opinion publique et de ne point commander aux événements et à la confiance! Que diable, il faut aviser à cela, nous le voulons, — car tel est notre bon plaisir.

J'ai vu ce matin un journalier qui avait envie de faire venir le bon Dieu pour qu'il plaide avec les avocats, déjà nous, on n'a pas idée d'un ouï-dire de ces convenances atmosphériques. Que cela ne recommence plus, ou nous nous fâcherons!

Vraiment la vie est bien amusante, n'est-ce pas, quand on a cent mille livres de rente, et qu'on est toujours sûr de manger des asperges au mois de janvier.

CRISTAL.

Exposition d'Economie domestique

EN JUILLET 1874, A PARIS

La Société nationale d'encouragement des Travaux industriels ouvrira, du 15 juillet au 15 octobre 1874, dans le Palais de l'Industrie, à Paris, une Exposition universelle et internationale d'économie domestique, destinée :

1^{re} A faire connaître à l'ouvrier les articles nécessaires à sa vie matérielle et morale, qui, au plus haut prix, lui soient utiles à la santé, à la propreté, à l'hygiène, à la moralité, à l'économie.

2^{de} A décerner, outre les récompenses qui seront accordées aux chefs d'industrie, des brevets de capacité, mentions honorables et médailles d'honneur aux ouvriers qui auront inventé ou perfectionné les objets exposés.

Cette Exposition sera divisée en dix groupes principaux : 1^{er} Alimentation; 2^{de} Vêtements; 3^e Habitation; 4^e Objets de ménage; 5^e Outils et procédés industriels ou nécessaires à l'agriculture; 6^e Moyens de développement moral et matériel du travailleur; 7^e Créations diverses dans l'intérêt du foyer, statuts et comptes rendus de sociétés; 8^e Médecine, chirurgie, pharmacie et hygiène populaires; 9^e Objets divers concourant à la vie de l'ouvrier, matières premières, etc.; 10^e Histoire du travail et du travailleur, documents, collections, etc.

Des classes spéciales sont réservées pour les objets d'alimentation, de vêtement, de caoutchouc, de dentelle et de campement du soldat et du marin.

Les demandes d'admission, de programme ou de statuts sont reçues au siège de la Société : 23, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris. (Pour les colonies, s'adresser à MM. les gouverneurs, et pour l'étranger, s'adresser à M. le ministre du commerce, à MM. les consuls de France et aux comités spéciaux.)

BIBLIOGRAPHIE

La 2^e édition de la *Marius au siège de Paris*, par l'ami de la Bastille, le Nour, est en vente. Prix : 10 fr. Franco. — H. Pion, éditeur, 10, rue Garancière, Paris.

ÉCHOS DE PARTOUT</

